

Les électeurs de gauche face aux dilemmes du « vote utile »

10 mars 2022

La petite musique du vote « utile » a changé d'interprètes. Ceux qui la jouaient au centre-gauche l'ont soudainement oubliée maintenant qu'ils sont dépassés par une force alternative. Ceux qui l'empruntent pour vanter le vote Mélenchon étaient nombreux à s'en moquer auparavant, sans guère en tirer de leçons.

À pile un mois du premier tour de l'élection présidentielle, quiconque possède une sensibilité de gauche, et trouve [le bilan d'Emmanuel Macron](#) trop consternant pour souhaiter sa réélection, doit probablement considérer le 10 avril prochain comme une perspective accablante ou angoissante.

Comme à l'élection présidentielle de 2017 et conformément à l'ordre d'arrivée des premières listes aux élections européennes de 2019, les deux candidatures en tête pourraient bien être celle de la majorité en place et une autre d'extrême droite. Une fois encore, la question sociale et la question écologique risquent d'être trappées du débat public. À un néolibéralisme drapé d'atours protecteurs et modernisateurs, mais laissant intactes les logiques écocidaires et inégalitaires, s'opposerait un nationalisme identitariste, encore plus régressif pour les droits et les libertés.

Avant [l'enregistrement officiel](#) des candidatures par le Conseil constitutionnel, les unes et les autres pouvaient débattre jusqu'à plus soif de l'union de la gauche – sa pertinence ou non, sa faisabilité ou pas. La question est désormais tranchée, avec six candidatures pour un « camp » qui peine à représenter un tiers des suffrages. C'est dans ce cadre que celles et ceux qui se reconnaissent dans la gauche doivent déterminer à qui ils attribueront leur bulletin de vote, si tant est qu'ils l'attribuent à qui que ce soit.



© Illustration Mediapart

Une première inclination peut en effet consister à se désintéresser de la présidentielle, au motif particulier qu'elle est l'élection emblématique d'une personnalisation verticale de la politique de plus en plus insoutenable et obsolète, ou au motif plus général que les élections seraient toujours des façades permettant à des régimes de plus en plus inégalitaires de continuer à se prétendre démocratiques. Le moment du vote peut être perçu [comme un rite irrationnel](#), organisant la captation d'une pseudo-volonté collective par une poignée de dirigeants, se vivant ensuite comme oints d'une légitimité factice.

Si de nombreuses raisons existent d'être critique vis-à-vis des processus électoraux contemporains, se détourner du scrutin semble être une position difficilement tenable, ou du moins universalisable (c'est-à-dire recommandable à d'autres que nous-mêmes) dans la conjoncture actuelle.

Il y a d'abord le contexte particulier de l'élection de 2022, dans l'ombre portée d'une pandémie mondiale qui n'a abouti qu'au retour du monde d'avant (en plus injuste et prédateur), [d'un nouveau rapport du Giec](#) documentant la catastrophe écologique en cours, et d'une guerre impérialiste et ultranationaliste au cœur de l'Europe.

La possibilité, même faible, de voir l'extrême droite accéder aux commandes du pays invite aussi à ne pas négliger le scrutin décisif d'une puissance comme la France, certes moyenne mais dont [le poids diplomatique n'est pas négligeable](#), ne serait-ce que du fait de son droit de veto à l'ONU et de sa possession de l'armement nucléaire – puisqu'on en est à devoir réfléchir en ces termes.

Une posture de désintérêt intenable

Deux autres éléments sont à prendre en compte. D'abord, l'atonie actuelle du mouvement social est aussi réelle que les limites du vote. Si l'on peut souhaiter se passer du vote comme outil de pacification liant un

minimum les gouvernants aux gouvernés, autant que ce soit au profit d'une autre stratégie de changement social, plus efficace. Or, il semble difficile aujourd'hui de jouer la rue contre les urnes ou d'affirmer la prééminence politique du « hors-champ » électoral.

À côté d'échecs patents, à l'instar de la marche « contre le fascisme » du 12 juin dernier, les mobilisations réussies ne se traduisent pas magiquement par des politiques publiques pesant sur la vie des gens. Certes, le nombre d'alternatives territoriales, d'engagements solidaires, de modes de vie en rupture sont des signes que la politique se déploie de manière intense et novatrice ailleurs que dans les isoloirs. Mais ces archipels ne sont nullement en mesure de constituer un contre-système. Et lorsqu'ils dessinent un projet excessivement subversif, comme à Notre-Dame-des-Landes, ils sont brisés par l'autorité détentrice de moyens contraignants.

Ensuite, on peut faire valoir que les institutions ont beau être monarchiques en France, ainsi que technocratiques et structurellement biaisées en faveur des classes privilégiées à l'échelle de l'Union européenne, elles sont parfois plus souples qu'on ne se le représente. Le fameux [« carcan » européen](#) s'est par exemple avéré modulable quand il s'est agi de faire exploser des règles budgétaires prétendument intangibles sous la pression de la pandémie ou de s'accorder pour livrer des armes à l'Ukraine face à l'agression poutinienne.

On ne peut pas constater des tendances fascisantes et se laver les mains du seul scrutin qui mobilise entre 70 et 80 % du corps électoral.

C'est l'un des apports des néo-marxistes oubliés des années 1970, dont le regretté Erik Olin Wright [a récemment actualisé les réflexions](#) : les appareils d'État ne permettent pas tout, mais ne sont pas des mécanismes implacables. Ils condensent des rapports de force, des pressions contradictoires exercées par différents secteurs de la société. Même si l'on croit que des moments de rupture sont inévitables pour tendre vers une société sobre et égalitaire, encore faut-il que ces moments soient rendus possibles, et que leur issue soit positive, grâce à des positions acquises auparavant, dans les institutions et dans les consciences citoyennes.

Dans ce cadre, la position du désintérêt est difficile à tenir jusqu'au bout. Il faut un certain aplomb sectaire ou un oubli complet que le gauchisme puisse n'être parfois qu'une « *maladie infantile* », selon le mot de Lénine, pour affirmer que « *la question de voter ou non ne porte aucun enjeu* », ainsi que l'écrit François Bégaudeau dans son récent ouvrage, *Comment s'occuper un dimanche d'élection* (éditions Divergences). Et l'idée de punir la gauche divisée par l'abstention, comme y invitait en décembre dernier [une tribune de jeunes pour le climat](#), n'est-elle pas l'équivalent d'une politique de la terre brûlée ?

On ne peut pas constater [des tendances fascisantes](#) à l'œuvre jusqu'au cœur des démocraties consolidées, et se laver les mains du seul scrutin qui mobilise entre 70 et 80 % du corps électoral (et donc une partie au moins des milieux les plus populaires). On ne peut pas déplorer le match qui se joue entre les nationalistes et les néolibéraux pour la destruction de notre monde commun, et laisser passer une occasion, aussi modeste soit-elle, d'affirmer le refus d'une telle tenaille et l'ambition d'un monde nouveau.

Entre l'option du compromis et l'option de la rupture

Restent les deux options électorales qui structurent tant bien que mal l'offre politique à gauche en 2022, et prétendent en tout cas à gouverner un jour ce pays. D'un côté, le projet de « social-écologie » entend fédérer la population autour d'un nouveau compromis entre travail et capital, mais aussi aspirations au bien-être et équilibre du système-Terre, afin de détourner le cours du désastre climatique et de protéger les citoyens de l'insécurité économique.

Le chemin de croix d'Anne Hidalgo indique que le PS n'est plus en mesure de porter cette option. Brandir les

performances des partis frères ailleurs en Europe ne sert à rien, sinon à révéler cruellement à quel point le quinquennat Hollande a plombé un parti auquel les Français consentent encore à confier des collectivités territoriales, mais certainement plus le sort du pays. Le sort des autres candidats associés au précédent quinquennat – Arnaud Montebourg et Christiane Taubira, qui n’ont pas même été en mesure de se maintenir – renseigne sur la flétrissure dont cette mandature a marqué une génération entière de responsables politiques.

Désireux de s’affirmer comme une force non seulement autonome mais dirigeante, les Verts entendent bien incarner le combat réconciliateur pour le climat et la justice sociale. Mais alors que leur message se veut inclusif, il semble à la fois rester confiné à un réduit sociologique encore trop étroit, et manquer d’un tranchant qui attirerait plus largement l’attention. Alors même qu’il a appelé à voter Yannick Jadot, le philosophe Bruno Latour affirme dans son dernier livre que *« pour le moment, l’écologie politique réussit l’exploit de paniquer les esprits et de les faire bâiller d’ennui »*.

D’un autre côté, la candidature de Jean-Luc Mélenchon, concurrencée par celles de Fabien Roussel (PCF) et des trotskystes Nathalie Arthaud et Philippe Poutou, incarne une gauche radicale prétendant davantage à la rupture avec l’ordre politique et socio-économique. Changement de constitution, planification écologique, redistribution du pouvoir et des richesses économiques sont au programme, quitte à désobéir aux règles européennes. [La logique du programme](#) de L’Avenir en commun, [écrivaient récemment](#) trois membres du [Parlement de l’Union populaire](#), *« consiste à délibérer sur les besoins avant de produire, plutôt que de laisser libre cours au productivisme marchand »*.

Les savoir-faire du candidat insoumis et de son équipe, ainsi que la jonction qu’il a initiée entre activistes, intellectuels et milieu partisan, ont fait de sa campagne la plus dynamique à gauche. Jean-Luc Mélenchon souffre cependant d’un lourd problème d’image personnelle, traduisant la dégradation du capital politique qu’il avait acquis en 2017. Son ancrage sociologique et territorial reste également trop parcellaire, [faute d’un mouvement tourné vers cette tâche difficile](#). Et l’ampleur de la transformation souhaitée peut sembler hors de portée au regard des défaites subies jusqu’ici en France et ailleurs à l’étranger.

L’existence de ces deux sensibilités à gauche, l’une tendant davantage vers la correction des contradictions de l’ordre social, l’autre vers son renversement en ne s’embarrassant pas trop d’étapes, n’est pas neuve. Comme l’écrivait l’historien Roger Martelli [dans un texte récent](#) : *« La gauche n’est pas uniforme et les clivages qui la traversent ne sont pas de détail. Je n’ai jamais aimé l’image des “deux gauches”, qui trace entre les gauches des murs tout aussi intangibles qu’infranchissables. Mais j’ai toujours pensé que l’absence de “mur” n’invalide pas la présence de “pôles”, au demeurant historiquement variables. »*

Pour lui, cette polarité est *« positive, dans la mesure où elle peut pousser le pôle de “l’opportunité” à ne pas sombrer dans la compromission et les abandons et, en sens inverse, où elle oblige l’autre pôle à ne pas confondre la radicalité et l’incantation. En situation “normale”, on peut convenir que le plus important est de savoir lequel de ces pôles est le plus attractif. Dans ce cas, la concurrence entre les deux peut être considérée comme saine et, de fait, elle n’a pas empêché la formation de majorités propulsives, en 1936, à la Libération ou en 1981-1982 »*.

Le « vote utile » à fronts renversés

Comme l’auteur de ce texte le remarque, la situation n’est cependant pas normale. Dans un [« équilibre des impuissances »](#) qui ne s’est pas dénoué au cours de la campagne, aucune des forces qui composent la gauche n’est en mesure d’imposer son leadership et de prétendre seule à la victoire, face à la tenaille décrite plus haut, opposant la perpétuation de l’ordre existant et sa contestation sur des bases identitaristes. Reste que le 10 avril, saine ou pas, la concurrence entre les différentes options à gauche aura bien lieu. Alors, comment trancher ?

« En temps normal », la démarche la plus simple serait de voter selon son inclination première. Dans l'état actuel des rapports de force, cela aboutirait cependant à une élimination certaine de tous les candidats de gauche dès le premier tour. C'est pourquoi, à défaut de promettre une victoire fort douteuse, des soutiens de Jean-Luc Mélenchon font valoir l'importance d'un score significatif du candidat en tête de la gauche, et vantent l'opportunité que constituerait son accès au second tour.

De fait, si le président sortant était opposé au candidat insoumis, les termes du débat entre les deux finalistes ne seraient plus les mêmes. La bifurcation écologique, la pérennité des services publics, les inégalités de richesses auraient plus de chances d'être au programme. Une telle confrontation pourrait par ailleurs susciter une meilleure dynamique de la gauche aux élections législatives, celle-ci se retrouvant face au défi de se construire en opposition principale à Emmanuel Macron et son monde, tout en accommodant sa pluralité interne. Plusieurs personnalités du monde associatif et académique, non liées aux Insoumis, mettent en avant ces considérations pour expliquer leur soutien d'aujourd'hui (*lire leurs billets dans le Club, [ici](#), [là](#), ou [ici](#), ou encore [là](#)*).

Peut-on alors considérer le prochain vote non comme un vote qui engagerait tout entier ceux qui l'émettent, mais comme un simple moment stratégique, qui impliquerait de soutenir Mélenchon alors même qu'il n'aurait pas été un premier choix spontané ? Ironiquement, ce serait réhabiliter la notion de « vote utile », apparue à la suite de l'élimination de Lionel Jospin au premier tour de la présidentielle de 2002. Contre le spectre de l'extrême droite, les socialistes n'ont eu de cesse d'appeler à ne pas disperser les voix de gauche sur d'autres candidatures plus séduisantes mais au poids inférieur, au risque de se priver d'un vrai choix au second tour.

Sauf que l'injonction au « vote utile », ou au « vote efficace », se pose cette fois-ci à fronts renversés. Pour une fois, ce n'est pas à la tendance radicale de la gauche qu'est demandé de donner son suffrage à une candidature en laquelle elle ne se reconnaît pas vraiment. Après tout, au vu de la situation décrite ci-dessus, et en tenant compte des groupes sociaux qui auront le plus à perdre de la tenaille néolibérale-nationaliste, pourquoi « faire les délicats » ?

Un besoin de clarification de part et d'autre

Des raisons, il en existe pourtant, qui expliquent pourquoi Jean-Luc Mélenchon repart de si loin après avoir recueilli 19 % des voix il y a cinq ans. Il serait trop facile d'en imputer la responsabilité à une adversité qui entourerait n'importe quelle force de transformation sociale.

Les comportements du candidat, [la pauvreté de la démocratie interne](#) de son mouvement, [ses attermoissements](#) sur la vaccination, ou encore sa tentative hasardeuse, [comme le suggère Gaël Brustier](#), de « *capter toutes les radicalités de la société française, lesquelles sont parfois changeantes et insaisissables* »... tout cela rend la pilule difficile à avaler pour de nombreux électeurs.

Mais la plus sérieuse des raisons est sans doute le positionnement sur l'international du candidat, mis en lumière par l'invasion de l'Ukraine. À tout le moins, un manque de clairvoyance peut être pointé à propos de la nature agressive et les velléités expansionnistes du régime russe, qui fait suite à de nombreux propos [inexacts ou relativistes](#) sur ses agissements, et s'inscrit dans une obsession aveuglante pour l'impérialisme américain. L'homme n'est par ailleurs jamais revenu sur [des phrases insoutenables](#) à propos de la guerre en Syrie, réduite à une bataille pour les ressources stratégiques, et du « *travail* » accompli par Vladimir Poutine, en réalité venu au secours d'un « [État d'extermination](#) », pour reprendre l'expression de l'écrivain Yassin al-Haj Saleh.

À coup sûr, Jean-Luc Mélenchon faciliterait la tâche de nombreux électeurs qui lui manquent en assumant une forme d'autocritique sur ses positions passées, et en sortant de son incantation sur la paix en lui donnant

davantage de matérialité. Autant il est légitime de dénoncer une politique de guerre menée dans l'opacité et la verticalité sans tenir compte du Parlement ; autant il est également nécessaire de discuter des moyens concrets d'aider l'Ukraine sans risquer l'escalade, et de se grandir – et non se dédire – en regrettant certaines déclarations antérieures.

L'événement que constitue l'invasion de l'Ukraine y incite fortement. Un soutien de longue date du candidat insoumis dans les milieux intellectuels, le chercheur Patrice Maniglier, a exprimé dans un post Facebook sa prise de distance en raison de l'attitude adoptée sur ce dossier précis. Il regrette que Mélenchon chef d'État aurait bloqué la position européenne de sanctions financières et de livraisons d'armes létales à l'Ukraine, au risque de « *fissurer le front uni du refus* » de ce recours

La légitimité à gouverner du pôle de la radicalité a toujours été mise en doute par le centre-gauche.

Si des clarifications seraient donc souhaitables pour encourager un supposé « vote utile », et que celui-ci ne se réduise pas à un chantage par défaut comme au temps des socialistes hégémoniques, d'autres clarifications seraient bienvenues du côté des Verts et du PS.

Il est tout à fait logique que le candidat insoumis soit critiqué sur sa vision des relations internationales. Pour autant, l'accuser d'être « *l'allié et le soutien de Vladimir Poutine* », [comme l'a fait](#) Anne Hidalgo, n'est pas digne de la gravité du moment, pas plus que le fait de le mettre dans le même sac que les candidatures d'extrême droite, lesquelles présentent des accointances idéologiques avec la politique *intérieure* du maître du Kremlin.

Surtout, ces critiques sont parfois formulées comme la révélation d'une infamie définitive et rédhitoire, alors que les déclarations les plus problématiques sont connues depuis des années. Elles donnent alors l'impression d'un nouveau prétexte pour décourager tout vote en faveur du pôle de la radicalité, dont la légitimité à gouverner a toujours été mise en doute par le centre-gauche, comme en témoigne [la dernière saillie](#) de François Hollande, préférant un « *président utile* » à un « *vote utile* ».

Par le passé, depuis cet espace politique, Jean-Luc Mélenchon a d'ailleurs été quasiment peint comme un lepéniste de gauche, au motif qu'il défendrait un repli national, voire une position anti-migrants. Il a aussi été suggéré qu'il se serait trop éloigné d'une position « républicaine » en se montrant ouvert aux dénonciations de l'islamophobie. Mais loin de s'être figé dans un communautarisme national, il est justement le candidat qui a choisi de [défendre crânement la « créolisation »](#) de la société française et sa compatibilité avec les équilibres trouvés par la laïcité à la française.

Les déceptions accumulées par la gauche dite « de gouvernement », ou « responsable », justifient là aussi d'en rabattre sur un orgueil mal placé et des jugements sentencieux. Du pôle social-écologique, on attendrait plutôt des explications détaillées sur leur capacité à déjouer les rétorsions qui se multiplieront à la moindre action réformiste sérieuse contre les privilèges du capital. On attendrait de manière générale des propositions à la mesure des renversements de logique à initier dans les domaines de la production, de la consommation, de la prise de décision politique.

S'il est trop tard pour une union des candidats, il est peut-être encore temps d'une union des votants derrière l'un d'entre eux, afin de concentrer stratégiquement ce que pèse encore ce camp derrière une seule force, qui aura ensuite la charge de construire un rassemblement. Encore faut-il que cette force offre des gages de responsabilité dans cette tâche.

Prolonger

Boite Noire

URL source : <https://www.mediapart.fr/journal/france/100322/les-electeurs-de-gauche-face-aux-dilemmes-du-vote-utile>